M 2485 - 182 - 6,00 F
3792485006000 01820

No 182 SEPTEMBRE 1989
6FF 40FB 1$can.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Vive la lutte des ouvriers en URSS face à l'Etat capitaliste !

EDITORIAL

■Depuis déjà plusieurs années, les mois d'été ne sont plus synonymes de trêve, ni pour la bourgeoisie ni pour le prolétariat. C'est l'expression d'un phénomène général d'accélération de l'Histoire dont ces deux derniers mois constituent une illustration éloquente. Les événements qui ont marqué l'actualité en juillet-août ont été particulièrement significatifs des enjeux de la période actuelle.

Dans l'arène impérialiste, on a vu la situation au Moyen-Orient, se "normaliser" avec la réintégration de l'Iran dans le giron du bloc occidental à la faveur de l'accession de Rafsanjani au gouvernement. Cette nouvelle politique de l'Iran, offrant aujourd'hui ses bons et loyaux services aux USA, n'est que l'aboutissement de toute l'offensive du bloc US depuis des années. Que la loi du plus fort ait fini par porter ses fruits dans cette région, ne signifie nullement l'ouverture d'une période de paix dans le monde, loin de là ! Car le retour de l'Iran dans le dispositif occidental visant à encercler l'URSS ne fait, en réalité, que participer à une nouvelle aggravation à terme, des conflits entre les deux grandes puissances impérialistes. Aujourd'hui, l'atténuation momentanée des tensions guerrières ne fait que préparer des antagonismes encore plus graves. Les "paix" ne font que préparer de nouvelles guerres encore plus meurtrières.

Face à l'effondrement inexorable de l'économie mondiale, le déchaînement de la barbarie guerrière est la seule réponse réelle que la bourgeoisie puisse apporter à la faillite de son système. C'est cette réalité que révèlent les bombardements actuels au Liban. C'est cette réalité que révèle encore le déploiement de l'armada française au large des côtes libanaises sous le prétexte fallacieux (qui ne trompe personne d'ailleurs) d'"aide humanitaire" aux populations des deux camps ou de "secours aux citoyens français au Liban" (cf. p.7).

Et cette escalade guerrière ne resterait pas localisée aux contrées lointaines du Moyen-Orient si la bourgeoisie mondiale ne trouvait, plus que jamais, sur son chemin, le prolétariat. Un prolétariat qui, partout, aux quatre coins du monde, développe ses luttes de résistance à la misère croissante dans laquelle le plonge la crise du capitalisme. En ce sens, la lutte massive des ouvriers en URSS, constitue l'autre événement majeur de cet été (cf. article ci-contre). Elle vient au milieu des canonnades au Moyen-Orient, confirmer avec fracas que le cours historique actuel n'est pas à la guerre mondiale mais à des affrontements de classe généralisés. En relevant aujourd'hui la tête, après plus d'un demi-siècle de contre-révolution stalinienne, en rejoignant le combat de leurs frères de classe dans tous les pays, les ouvriers en URSS ont mis clairement en lumière la détermination du prolétariat mondial à relever le défi que lui jette le capitalisme aujourd'hui. Cette lutte massive n'est pas restée un événement isolé. Au même moment, dans l'autre grande puissance capitaliste, les USA, de même qu'en plein coeur de l'Europe occidentale, la classe ouvrière affirmait de nouveau sa présence sur la scène sociale (cf. p. 3)

L'accélération présente de la lutte de classe montre que c'est bien le prolétariat, et lui seul, qui détient la clé de toute la situation historique actuelle. De ses combats résulte l'impossibilité pour la bourgeoisie d'aller jusqu'au bout de sa logique guerrière. De leur unification à l'échelle internationale dépendra la capacité du prolétariat à détruire ce système d'exploitation, de misère et de barbarie (cf. p. 8). Et dans cette perspective, les combats de classe dans les pays centraux d'Europe occidentale seront déterminants.

Avril

■Face au battage de plus en plus assourdissant sur la "perestroïka", fer de lance de la campagne planétaire sur la démocratisation, avancée par la bourgeoisie, à l'Ouest comme à l'Est, contre le développement des luttes ouvrières, la classe ouvrière en URSS vient d'apporter sa réponse cinglante.

Ce sont près de 200.000 mineurs qui mettent le feu aux poudres en Sibérie occidentale. Ce sont 500.000 mineurs qui sont bientôt en lutte dans tout le pays. C'est certainement près d'un million d'ouvriers qui ont été impliqués dans le mouvement de grève le plus massif qu'ait connu l'URSS depuis la période révolutionnaire de 1917-23 !

Voilà avec quel éclat la classe ouvrière en URSS montre qu'elle relève la tête et confirme la sortie définitive de la plus terrible période de contre-révolution de l'histoire, marquée par cette empreinte durable de la décadence capitaliste, le stalinisme.

Voilà avec quel éclat le prolétariat en URSS confirme pleinement le caractère mondial de la montée des combats de classe actuel et le cours historique vers des affrontements de classe généralisés

Voilà avec quel éclat, les ouvriers montrent concrètement ce que la "perestroïka" gorbatchévienne représente pour eux : des conditions d'existence toujours plus misérables et des magasins toujours plus vides. Au "pays du grand mensonge", le fracas de la grande duperie des "batailles pour la démocratisation" montées de toutes pièces par la bourgeoisie à l'échelle internationale sonne actuellement encore plus creux. Il courait durant la grève ce commentaire désabusé d'ouvriers lancé à l'adresse des journalistes : "La perestroïka ? Quelle peres-troïka ? ". Au contraire, ils ont fièrement démontré que les ouvriers doivent développer partout, à l'Est comme à l'Ouest, les mêmes luttes, sur le même terrain de classe.

UNE EXPRESSION EXEMPLAIRE ET SPONTANEE DES BESOINS DE LA LUTTE OUVRIERE

Le 10 Juillet, reprenant les revendications de différentes usines de la région qui s'étaient mises en grève et avaient obtenu satisfaction 6 mois auparavant, 12.000 mineurs de Medjouretchensk cessent le travail.

Leur grève fait tâche d'huile dans les mines mais également dans les autres entreprises de la ville et des environs. En moins d'une semaine, la grève gagne les autres centres de la région minière. Cela grâce au fait que les ouvriers en grève en Sibérie envoyaient des délégations dans les autres puits et les autres villes du bassin pour présenter leurs revendications et appeler les autres ouvriers à se joindre à la lutte. Ainsi des délégations ouvrières affluent de toute la région dans les principales villes (Osinniki, Prokopjevsk, Kamerovo ...), et dans une dizaine de ces villes, les ouvriers d'autres branches d'industrie rejoignent les grévistes ou manifestent (en participant aux assemblées générales notamment) leur soutien actif à la lutte. Entre le 11 et le 19 juillet, tout le Kouzbass est à l'heure de la grève.

C'est alors dans le Donbass en Ukraine que se propage la lutte à partir du 18 juillet, entraînant de nouvelles centaines de milliers d'ouvriers dans le mouvement. Là encore, les ouvriers de plus de 160 entreprises différentes rejoignent la lutte en solidarité avec les mineurs. Le 20, la grève s'étend encore à d'autres régions, d'autres centres industriels, autour des mêmes revendications fondamentales : à Rostov dans le Sud-Ouest du pays, à Karaganda dans le Kazakhstan, à Vorkuta dans la région du Grand-Nord...

Partout, les grévistes se sont immédiatement rassemblés en assemblées générales, ont élu des comités de grève et nommé des délégations chargées d'assurer l'extension de la lutte. Les A.G. ont été de ce fait des meetings quasi-permanents rassemblant la population de la ville et les comités de grève ont été élus non par puits ou par corporation mais directement par villes, puis par régions.

Dès le 11 juillet au soir, un représentant du gouvernement est dépêché sur place pour ouvrir des né-

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE
.Etats-Unis.....p.3
.Grande-Bretagne.....p.3
.Pologne : Solidarnosc au gouvernement.....p.4

8ème CONGRES DU C.C.I.....p.5

FRANCE
.Manoeuvres syndicales.....p.6

MOYEN-ORIENT :

TOUJOURS PLUS DE MASSACRES AU NOM DE LA "PAIX"

LIRE PAGE 7

VIVE LA LUTTE DU PROLETARIAT EN URSS CONTRE L'ETAT CAPITALISTE ! *(suite de la p. 1)*

gociations. Comme à Gdansk en août 80, leur déroulement est suivi et diffusé par hauts-parleurs, cette fois non pas dans une usine en grève mais dans les rues mêmes de la ville.

Dès le début de la grève. Ce sont des détachements de grévistes qui veillent au maintien de l'ordre et empêchent la circulation de vodka aux abords des usines. Durant ces journées de grève, le gouvernement lui-même devait reconnaître que la criminalité et la délinquance étaient en forte régression.

Les ouvriers refusent aux syndicats comme tels d'avoir une influence sur le déroulement de la lutte. Les efforts pour la constitution de "syndicats indépendants" qui s'exercent sous la pression de la bourgeoisie n'ont pas eu un écho immédiat, et d'ailleurs la création d'un tel "syndicat indépendant" ne figure dans aucune des plates-formes élaborées par les ouvriers.

Ils demandent en maints endroits la démission du conseil municipal et des représentants locaux du parti ou du pouvoir, désignés comme "la mafia de la ville". Ils refusent de même tout contact direct avec des sous-fifres et demandent aux hiérarques du parti de venir négocier sur place. Après l'échec de la mission négociatrice du ministre de l'industrie charbonnière en Sibérie, ils proclament ne plus vouloir traiter directement qu'avec le premier ministre Rijkov ou même Gorbatchev en personne.

Les ouvriers ont mis en avant des revendications, tant immédiates et locales que de portée plus générale. Ainsi, le comité de grève du Kouzbass a présenté 42 revendications allant de la réclamation de hausses salariales ou visant l'amélioration de leurs conditions de travail (jours de congés supplémentaires, cantines fonctionnant le dimanche, viande dans les repas servis...) jusqu'à des revendications portant sur tous les aspects de la vie sociale (produits de première nécessité faisant défaut depuis des mois, construction d'une station d'épuration d'eau ou d'hôpitaux, travaux d'infrastructure routière, amélioration des retraites, allongement des congés de maternité...). Une autre charte de 33 revendications a été l'objet des négociations dans le Donbass. D'autres sont apparues dans d'autres régions.

Tout au long de la lutte, les ouvriers ont affiché une combativité et une détermination énormes. Qui n'a été impressionné, à la télévision, par l'image de force et de farouche détermination dégagée par ces "gueules noires" qui prennent la parole avec conviction et assurance devant une foule attentive et vibrante, témoignant d'une vie ouvrière intense?

C'est cette force que l'on retrouve encore quand, par exemple le 18 juillet, les mineurs de Sibérie refusent, à travers leurs comités locaux, de reprendre le travail malgré l'appel en ce sens de leur propre comité de grève régional qui venait de signer un accord négocié avec le représentant du gouvernement.

Et cette lutte et sa détermination ont payé. Le gouvernement a reculé en cédant à de nombreuses revendications dont le bénéfice s'étend à toutes les régions minières : hausses salariales, primes de travail de nuit, augmentation des jours de congé notamment. L'équivalent de 100 millions de francs (10 millions de roubles) ont été débloqués pour l'achat à l'étranger de produits de première nécessité. Dans le Kouzbass, il s'est engagé à approvisionner les magasins durant le second semestre 89 et à améliorer l'infrastructure de la région.

Malgré les accords qui ont partout mis fin à la grève, la méfiance très forte envers l'Etat subsiste, la crainte est vivace de s'être laissés duper et les ouvriers ont appris à ne plus croire à de simples promesses. Le mot d'ordre reste, comme avec la grève, "pas des mots, des actes !"

Le 5 août, huit jours après la reprise du travail à Vorkuta (Grand-Nord), les ouvriers, exaspérés par leurs conditions de vie inchangées et accusant le gouvernement de ne pas tenir ses promesses, repartent en grève. Pourtant, la lecture des documents officiels sur les mesures adoptées à leur endroit, les amène à reprendre le travail au bout de 24 heures. Les mineurs de Kamerovo ont déclenché dès le 3 août une nouvelle grève pendant 2 heures pour exiger une satisfaction immédiate des promesses contenues dans les accords concernant tant l'approvisionnement que l'amélioration de leurs conditions de travail. Ils ont eu gain de cause.

C'est l'absence déterminante au sein de la bourgeoisie de tampons sociaux, et la confrontation directe à l'appareil d'Etat propres aux pays de l'Est, qui ont permis de mettre en évidence l'expression spontanée des besoins naturels de toute lutte ouvrière : étendre, prendre en mains et unifier le combat de classe sur une base géographique.

Cependant cette lutte, comme celles que le prolétariat mène à l'Ouest, ne s'est pas déroulée sur un tapis rouge. La bourgeoisie n'a cessé de multiplier ses manoeuvres pour entraver la lutte.

LES MANOEUVRES DE LA BOURGEOISIE

Instruite par l'expérience des luttes ouvrières en Pologne d'août 80, la bourgeoisie russe n'a été ni surprise, ni démunie, ni sans préparation. Elle n'a cessé de mettre en avant un ensemble de manoeuvres et de tendre de "nouveaux pièges", la plupart de ces mystifications étant directement issues de l'arsenal "démocratique" de la perestroïka et de ses "méthodes nouvelles".

La bourgeoisie tente de coller au mouvement et de l'entraîner sur un faux terrain...

Contrairement à son "prédécesseur en réformes" Krouchtchev qui avait écrasé dans un bain de sang les luttes ouvrières en 1962-63 dans la région de Novocherkassk, Gorbatchev adopte une attitude nouvelle. Dans un premier temps, il déclare "comprendre" les grévistes, "leurs revendications sont souvent justes", il félicite même les ouvriers "de leur sens des responsabilités" et reporte d'abord toutes les responsabilités de la grève sur l'incurie des cadres locaux du parti et de l'administration. Bien vite cependant, il commence à mettre en garde les grévistes qu'il appelle à trois reprises à reprendre le travail, notamment "face au risque de voir les débrayages se propager à d'autres secteurs de l'économie". De fait, la grève restera circonscrite aux régions minières, sans prendre l'ampleur des luttes ouvrières d'août 80 en Pologne. Puis, il condamne énergiquement la grève "qui enfièvre l'économie et le pays" et devient dès lors "une menace de sabotage pour l'avenir de la perestroïka". Les ouvriers en grève "font le jeu des conservateurs", ils sont "manipulés". Cette attitude souligne avant tout la faible marge de manoeuvre de la perestroïka.

Quant aux syndicats, quoique nettement dépassés par la situation, ils ont tenté de prendre le train en marche en "soutenant" la grève et ses revendications dans un premier temps, ce qui laisse ouverte une capacité de radicaliser leur discours dans l'avenir.

Dans la grève même, la bourgeoisie marque des points. Ce sont les cadres d'entreprise et les membres du parti "à la base" qui ont pu jouer le rôle le plus actif au sein des comités de grève et

surtout des comités régionaux hâtivement formés qu'ils parviennent à contrôler au détriment des contacts directs entre ouvriers (les lignes téléphoniques sont alors coupées). En tenant un langage combatif, radical, ils tentent d'entraîner la lutte sur un terrain bourgeois en mettant en avant la mystification auto-gestionnaire, telle "l'autonomie des entreprises", thème purement gorbatchévien. Ils sont d'ailleurs parvenus à l'imposer partout dans les plateformes revendicatives des ouvriers (de même que le thème de "réforme de la constitution"), en jouant sur l'illusion qu'une implication gestionnaire des ouvriers pourrait entraîner une amélioration du niveau de vie. Dans les accords conclus, Gorbatchev s'est empressé d'accorder -parallèlement à une autre mystification: l'autonomie économique pour la région du Kouzbass en même temps que dans les pays baltes- l'indépendance économique et juridique des bassins houillers avec fixation "libre" du prix du charbon, ce qui signifie en fait une attaque contre toute la classe ouvrière.

En même temps, Gorbatchev orchestre une opération politique de grande envergure pour renforcer l'image mystificatrice de sa perestroïka. Il lance une vaste campagne pour l'épuration et le renouvellement des cadres, avec le limogeage de responsables du parti de l'échelon local jusques et y compris dans le comité central et le bureau politique.

Les illusions sur la "démocratisation" de l'appareil d'Etat, déjà apparues dans les revendications politiques des comités de grève, sont ainsi exploitées à fond.

Parallèlement au mouvement de grève, ont lieu de violents affrontements nationalistes entre géorgiens et abkhazes à Soukhoumi faisant une vingtaine de morts. Le couvre-feu est décrété dans la région, des troubles et une fois de plus, Gorbatchev peut souffler sur les braises des illusions nationalistes pour diviser une fraction de la classe ouvrière, pour dévoyer autant que possible le mécontentement social dans le nationalisme et plus généralement pour faire un rideau de fumée sur les vrais problèmes de la classe. Il tente ainsi surtout par ce moyen d'enrayer le développement à venir d'autres luttes prolétariennes.

...et fourbit de nouveaux pièges

Sitôt après la grève, alors même que le "clan conservateur" fait grand battage dans "La Pravda", le gouvernement légalise la formation "d'une tendance parlementaire réformatrice" véhiculant une image "de gauche" autour d'Eltsine et Sakharov, qui va désormais servir d'épine dorsale à la perestroïka.

Mieux, Gorbatchev déclare : "on ne s'est pas suffisamment préoccupé de l'application de la perestroïka dans le domaine social", reprochant aux syndicats le fait qu'ils "ne remplissent pas pleinement le rôle d'expression et de protection des intérêts des travailleurs", sous-entendu : ils ne sont plus capables de remplir leur fonction d'encadrement et de musellement des ouvriers. C'est pour aussitôt inscrire au programme d'urgence du Soviet Suprême un projet de loi sur les "conflits collectifs du travail" et un autre sur les syndicats (abordant ce qui est prudemment appelé encore "les questions de pluralisme syndical" et de la "représentativité des travailleurs").

La revendication de "syndicats libres" n'a pas eu de succès immédiat auprès des grévistes, mais l'invitation faite à Walesa de venir à Moscou prochainement en dit long sur l'intérêt que porte le gouvernement à constituer cette arme mystificatrice dans l'avenir. Déjà, les comités de grève qui ont subsisté après la grève risquent notamment d'être la cible de toutes les manoeuvres de la bourgeoisie pour leur faire jouer un rôle d'embryons de syndicats libres. L'idée de "noyaux de syndicats indépendants" a déjà fait son chemin au sein des comités de grève toujours constitués à l'issue d'une rencontre le 1er août entre délégués de comités de grève sibériens et le 1er ministre Ryjkov.

Ainsi, c'est avec un arsenal mystificateur singulièrement renforcé que la bourgeoisie russe se prépare activement à affronter les prochaines luttes ouvrières.

LE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER

Certes, les mystifications et les manoeuvres idéologiques de la perestroïka ne rempliront jamais les ventres vides. D'ailleurs, les concessions faites par la bourgeoisie russe, même si leurs clauses sont respectées -ce qui est loin d'être acquis-, n'auront pas un effet durable. A court terme, face à l'accélération de la crise mondiale, dans le contexte de l'état de délabrement et la situation catastrophique de l'économie du pays, la très faible marge de manoeuvre de la bourgeoisie russe sur ce terrain va la conduire à précipiter la mise en oeuvre du contenu économique de la perestroïka qui n'est autre qu'une austérité beaucoup plus féroce. Loin d'aller vers une amélioration quelconque de leur sort, c'est à une nouvelle aggravation de leurs conditions de vie et de travail que doivent s'attendre les ouvriers.

Et c'est bien parce que les ouvriers seront amenés à se battre à nouveau que cette lutte des ouvriers en URSS en annonce bien d'autres qui seront aussi des confrontations bien plus larges et massives avec l'appareil d'Etat, en URSS même comme dans l'ensemble du bloc de l'Est.

Ainsi se confirment en pleine lumière les conclusions que tirait le CCI moins d'un mois avant l'explosion des luttes ouvrières en URSS dans la Revue Internationale n°58 (3ème trimestre 89) : "Dans les pays du bloc de l'Est la perspective est aussi au développement de la lutte de classe".

Mais se confirment également les difficultés, les embûches, les dangers auxquels vont se heurter inévitablement les ouvriers de ces pays, l'énorme travail de sape entrepris par les manoeuvres "démocratiques" et l'âpreté de leurs confrontations avec la bourgeoisie et son appareil d'Etat.

L'entrée du prolétariat d'URSS dans le développement présent de la lutte de classe constitue pour le prolétariat mondial un événement d'une portée considérable. C'est un élément déterminant dans la maturation de la conscience chez les ouvriers d'une lutte de classe réellement mondiale. C'est un encouragement important pour les luttes ici à retrouver la confiance du prolétariat en ses propres forces. Mais aussi la capacité des ouvriers des pays de l'Est de se confronter au mensonge démocratique face auquel ils doivent subir le handicap d'une grande inexpérience et d'illusions plus fortes qu'ailleurs est totalement lié à la capacité du prolétariat des "vieilles démocraties" occidentales de développer sa lutte, de montrer l'exemple à son tour de manière aujourd'hui décisive, en mettant à nu le mensonge démocratique. Pour les ouvriers à l'Ouest, c'est là désormais la responsabilité primordiale.

YD

A L'OUEST COMME A L'EST, LES COMBATS DE CLASSE SE DEVELOPPENT

C'est le développement des luttes ouvrières aux quatre coins de la planète qui aura marqué l'été 89 : de la vague de grèves en Grande-Bretagne à la Pologne et la Hongrie, où les luttes ouvrières ont éclaté contre les hausses vertigineuses des prix ; de la grève des cheminots suedois à celle des métallurgistes en Egypte, violemment réprimée par l'Etat ; du Pérou, secoué tout l'été par une grève massive de quasiment tous les secteurs, aux deux pays les plus puissants du monde, têtes des deux blocs impérialistes rivaux, les USA et l'URSS, le caractère mondial du développement des luttes ouvrières vient de connaître une confirmation éclatante.

C'est cette réalité que la classe dominante s'efforce par tous les moyens de cacher aux yeux des prolétaires du monde entier, que ce soit par le black-out organisé des médias, en particulier lorsque les combats ouvriers éclatent dans les pays centraux du capitalisme, ou que ce soit à travers une déformation systématique et des campagnes mensongères, comme cela a été le cas avec les luttes en URSS, présentées par la propagande bourgeoise comme une "péripétie de la perestroïka". Elle veut cacher que face à une dégradation accélérée de leurs conditions d'existence qui traduit partout la même faillite générale d'un système en décomposition, les ouvriers de tous les pays sont en train de développer partout la même réponse de classe.

Plus que jamais se confirme que le prolétariat détient la clé de l'avenir de l'humanité. C'est bien pour cela qu'aujourd'hui la classe dominante multiplie les manoeuvres, les pièges du syndicalisme, les campagnes idéologiques de diversion, pour tenter de freiner, dévoyer, saboter le développement de ses combats, et de briser la tendance à leur unification consciente. Le prolétariat n'a pas d'autre choix que de confronter ces pièges, et dans ce combat les ouvriers des pays centraux, à travers leur expérience, sont appelés à jouer un rôle décisif.

USA

Au moment même où éclataient les grèves en URSS, à l'autre bout de la planète, la classe ouvrière du pays le plus puissant du monde s'engageait dans une vague de luttes touchant plusieurs centaines de milliers d'ouvriers simultanément dans un grand nombre de secteurs. Les causes de la colère sont partout les mêmes : les attaques extrêmement brutales que la bourgeoisie américaine assène sur les salaires et les conditions de travail des ouvriers.

UNE COLERE GENERALE CONTRE LES ATTAQUES INOUIES DU CAPITALISME

Dans les mines de charbon, la grève partie au printemps des 1.200 ouvriers des mines de Pittson en Virginie contre la diminution des primes et le travail forcé du dimanche, prend le 12 juin la forme d'une grève sauvage qui s'étend à travers tout le pays aux autres centres miniers, entraînant plus de 35.000 ouvriers dans la lutte et dans des manifestations massives. Près de Pittsburg, les grévistes se rendent en manifestation à une usine sidérurgique et font débrayer les ouvriers de cette usine.

Quelques jours plus tard, début juillet à New-York, 45.000 ouvriers et employés des hôpitaux privés rentrent en lutte sur la question des salaires, au moment de l'expiration du dernier accord conclu entre direction et syndicats. La colère ouvrière est énorme alors même que les promesses contenues dans le précédent contrat n'avaient pas été appliquées par la direction et que cette fois les propositions d'augmentation sont dérisoires. Pour faire face à ce mécontentement, les syndicats organisent à trois reprises des grèves d'un jour tout au long du mois de juillet, au cours desquelles les ouvriers partent en manifestation pour rejoindre des hôpitaux du centre de la ville et se retrouvent à plus de 25.000 dans la rue. Ces grèves d'un jour, justifiées par les syndicats par "les nécessités du service", sont de plus en plus rejetées par les ouvriers qui ressentent le besoin de renforcer la lutte. La troisième journée d'action du 31/7 est finalement décommandée par les syndicats qui annoncent 3 jours de grève à partir du 14/8 et planifient une série de manifestations pour les différents hôpitaux.

En août la situation s'accélère. Toujours à New-York, c'est à la Con Edison (compagnie d'électricité) que le mécontentement ouvrier éclate contre un projet d'accord signé par les syndicats qui se traduit par des coupes sévères dans les primes de nuit et dans la protection sociale. Le 3 août, alors que la direction menace de lock-outer les 14.000 ouvriers de la compagnie si un nouvel accord n'est pas immédiatement trouvé, plusieurs centaines d'ouvriers dénoncent violemment les syndicats dans les assemblées -les accusant de travailler main dans la main avec la direction- et partent en manifestation spontanée vers le quartier général de la compagnie. A la dernière minute, la direction renonce au lock-out, les syndicats prétendent que la plupart des attaques prévues sont abandonnées et appelent les ouvriers à accepter le nouvel accord, disant qu'une grève à un tel moment "ne serait pas constructive" !

Alors que des actions de grève sporadiques continuent dans les mines, et que dans les hôpitaux le mouvement se poursuit, le 7 août la grève éclate massivement dans trois compagnies téléphoniques chargées des "réseaux locaux" ("Baby Bells"), entraînant 150.000 ouvriers dans la plupart des grandes concentrations ouvrières des USA dont près de 60.000 dans la région de New-York. Une semaine plus tard, la grève s'élargit aux 35.000 ouvriers d'une autre compagnie dans le Middle West. Les raisons de la colère : l'attaque d'une violence inouie contre le système de protection sociale. Ainsi alors que traditionnellemnt les ouvriers du téléphone sont couverts à 100% pour les frais médicaux, la compagnie annonce un plan de réformes sur trois ans visant à faire payer par les ouvriers et leur famille les premiers 1.500 dollars de dépense la première année, ce chiffre devant être porté à 2.400 dollars la troisième année (près de 15.000 FF) ! Ce qui revient en fait à supprimer toute protection sociale, sauf pour les cas de maladies ou d'accidents très graves.

Les ouvriers réagissent avec fureur, partant en manifestations sauvages sur les lieux de travail et de nombreuses actions violentes et sabotages ont lieu contre du matériel de la compagnie, ce qui donnera le prétexte à l'arrestation de 58 ouvriers à New-York. Pour conserver le contrôle de la situation, les syndicats adoptent un ton très radical et démagogique, parlent de "solidarité ouvrière" et appellent à une manifestation le 10/8 qui rassemble 5.000 grévistes à Manhattan. Ils sont secondés dans l'encadrement par la mobilisation du parti démocrate radicalisé qui, en la personne de Jesse Jackson qui se présente comme "l'ami des ouvriers", s'affiche en tête de la plupart des manifestations qui ont lieu dans toute cette période.

LE SABOTAGE SYNDICAL DU MOUVEMENT

Cette explosion de luttes simultanées dans différents secteurs ouvrait une possibilité énorme d'extension active, en particulier à New-York où ont eu lieu les mouvements les plus importants. La réponse "habituelle" du patronat et du gouvernement américain qui use avec une grande facilité de la répression directe, du lock-out et des arrestations de grévistes, ne pouvait suffire à la bourgeoisie pour briser le mouvement. C'est bien pourquoi elle s'est doublée d'une radicalisation extrêmement spectaculaire des syndicats et des démocrates dans l'opposition pour saboter le mouvement de l'intérieur.

C'est ainsi que prenant les devants du besoin d'unité de plus en plus ressenti par les ouvriers, les syndicats organisent une vaste opération de dévoiement de ce besoin en annonçant le 10/8, jour de la grande manifestation du téléphone, une nouvelle manifestation organisée en commun avec le syndicat des hôpitaux pour le 14/8 (jour prévu de la nouvelle grève de 3 jours dans ce secteur). La suspension des actions dans le secteur de l'hôpital entre le 31/07 et le 14/8 visait à éviter toute mobilisation dans ce secteur, pendant la phase montante de la grève du téléphone. Ayant ainsi court-circuité toute extension réelle du mouvement, ils se chargeront ensuite de saboter la journée même de mobilisation du 14/8.

Alors qu'à l'origine le rassemblement était convoqué à un endroit unique, finalement les ouvriers du téléphone sont appelés à se rassembler dans un autre quartier et à ne rejoindre les autres qu'à la fin de la manif, avec aucune possibilité pour les ouvriers des différents secteurs de se rencontrer. C'est ça "l'unité" vue par les syndicats : le saucissonage corporatiste des manifestations. Ces manoeuvres écoeurantes réussiront à ce que seulement 10.000 ouvriers des hôpitaux (au lieu de 25.000 dans les premières manifs) ne descendent dans la rue . Quant au secteur du téléphone, l'appel à la grève du syndicat ne fera plus référence à la manif si bien qu'elle n'amènera qu'à peine deux cent ouvriers.

Si la bourgeoisie a temporairement réussi à briser la dynamique du mouvement, en particulier en organisant une parodie d'unité, le mouvement n'est pas terminé et les questions restent entières. L'accélération catastrophique de la situation économique aux USA ne laisse pas d'autre choix aux ouvriers que de lutter avec toujours plus de détermination.

25/8/89 PE

GRANDE-BRETAGNE

Voilà maintenant six mois que la classe ouvrière en Grande-Bretagne est sur la brèche. Depuis avril dernier, avec la grève des conducteurs du métro londonien, ce sont a peu près tous les secteurs du service public qui ont été touchés par des luttes.

A la base de cette vague de mécontentement, l'inflation galopante avec un taux officiel de 8,3% mais que des sources para-officielles évaluent à 17%. Face à ce regain d'inflation, le gouvernement britannique déclarait en décembre 88 que les salaires ne devraient pas augmenter de plus de 7%, et cette augmentation devrait encore correspondre à des gains de productivité. La classe ouvrière n'était pas décidée à se laisser faire sans réagir.

Les luttes éclatent fin juin, avec la grève de 70 000 cheminots à l'appel du NUR (syndicat national des cheminots). qui convoque des grèves d'un jour par semaine. Dans le même temps, les employés du métro londoniens entraient eux-aussi en lutte. Mais cette fois, derrière les syndicalistes de base qui mettaient toutes leurs forces pour persuader les ouvriers qu'il s'agissait de deux problèmes différents.

Le 21 juin, jour de grève aussi des conducteurs de bus londoniens et la plus importante grève des transports britanniques depuis 1926, la bourgeoisie accorde une augmentation de 9% aux conducteurs de bus pour leur faire reprendre le travail.

Début juillet, les choses se précipitent. Le 4, les employés municipaux entrent en grève sur un mode hebdomadaire -un jour la 1ère semaine, deux jours la seconde, etc.-. Le 5 juillet, voit une nouvelle grève dans tous les transports avec, cette fois, les mécaniciens des bus qui s'ajoutent aux chemins de fer et aux métros. Le 10, les dockers qui étaient entrés en lutte au printemps repartent en grève. Le 11 juillet, les conducteurs de trains entraient eux aussi dans la lutte, transformant la grève de un jour par semaine, en une grève illimitée.

Dans le même temps, de nombreux secteurs entraient en lutte à travers tout le pays sur les mêmes revendications : 8,5% à 9% d'augmentation. La direction des chemins de fer, d'abord fermement attachée aux 7%, accordait des augmentations de 8,8% et de surcroît, non liées à des gains de productivité. De même, à la BBC, la direction lâchait du lest sur les salaires.

Dès l'annonce, en décembre 88, de la limitation à 7% des augmentations de salaire, la bourgeoisie savait qu'elle aurait à affronter la colère ouvrière et s'y était préparée. L'annonce de l'abolition du Dock Labour Scheme (convention collective des dockers qui comprend le monopole d'embauche syndical) en avril est une véritable provocation organisée par le gouvernement qui permet au syndicat TGWU de lancer la grève prématurément et sur le faux terrain de la défense du statut, ce qui a pour la bourgeoisie l'avantage d'isoler le mouvement par rapport aux autres secteurs de la classe. Mais les dockers refuseront de s'engager dans une grève longue et isolée et après avoir repris le travail assez vite, ils ne repartiront en grève qu'en juillet, au plein coeur de la vague de luttes.

Avec cette manoeuvre autour des dockers au printemps, la bourgeoisie cherchait à éviter l'explosion générale de tous les secteurs en même temps. Mais lorsque fin juin, malgré cette manoeuvre, le mécontentement tend à éclater partout, il lui faut alors mettre toutes ses forces en action pour empêcher le mouvement de prendre spontanément un caractère unitaire. C'est ainsi que les syndicats se mettent aussitôt sur la brèche avec leur tactique délétère de journées d'action hebdomadaires, saucissonnées, convoquées à des jours différents, et font jouer de manière intensive le petit jeu répugnant du partage du travail entre officines syndicales et entre syndicats officiels et délégués de base, les uns et les autres enfermant chaque lutte sous son contrôle dans des préoccupations spécifiques.

Tout ce laminage du terrain par les syndicats n'ont pu empêcher que des réactions ouvrières minoritaires surgissent ici ou là, débordant les syndicats et allant dans le sens de la recherche de l'extension et de l'unité -telles que les manifestations de solidarité qui se sont développées entre les cheminots et les employés municipaux à Londres et à Manchester-. Cependant, les manoeuvres de la bourgeoisie ont eu le succès immédiat escompté par elle en brisant toute possibilité d'unité réelle entre les secteurs en lutte. Ainsi, si face à cette vague de grèves, la bourgeoisie a certes dû reculer ponctuellement, elle ne l'a fait que dans certains secteurs, par des accords limités et séparés et alors qu'en maints endroits, en particulier dans les docks, les ouvriers ont dû reprendre le travail sans avoir rien obtenu.

Pour parvenir à ce résultat, la bourgeoisie a dû user au maximum la carte de ses syndicats et shop-stewards. Très vite, face aux nouvelles attaques de la bourgeoisie, les ouvriers en Grande-Bretagne vont devoir ré-engager la lutte. Il leur appartiendra de tirer le maximum de leçons de cette expérience du travail de sape des syndicats.

Péd.

— DANS LA CLANDESTINITE OU AU GOUVERNEMENT,

SOLIDARNOSC TOUJOURS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Solidarnosc au pouvoir ! On n'avait jamais vu ça : un syndicat à la tête d'un gouvernement ; et de surcroît un syndicat encore interdit à peine quatre mois auparavant, porté au sommet de l'Etat à la suite d'élections dans un pays stalinien, forçant le parti à "partager le pouvoir" !

L'événement est historique, d'autant que tout cela s'est effectué avec l'accord, même contraint, de l'URSS, sans les menaces militaires habituelles dans les pays de l'Est. Quant à la bourgeoisie de l'Ouest, elle en profite pour alimenter encore la vaste campagne sur la "Démocratie" qu'elle a lancée à travers le Bicentenaire de 1789, les "droits de l'homme", la "perestroïka", la destruction du rideau de fer, etc. Cette campagne ne vise, en fait, qu'à faire passer dans la classe ouvrière, l'idée que "ici on est mieux", que le meilleur système possible, le système économique idéal, c'est le capitalisme privé avec sa structure politique "démocratique" ; c'est-à-dire à opposer le modèle "démocratique" de l'Ouest au prétendu "socialisme" de l'Est. Les élections en Pologne et l'arrivée de Solidarnosc au pouvoir viennent ainsi apporter une pierre à cet édifice de mensonges. "Si ces pays organisent des élections démocratiques et font appel à des formations autres que les partis communistes pour les diriger, si même eux reviennent au modèle 'libéral' et 'démocratique' qui domine en Occident, c'est bien que ce modèle est le meilleur qui soit". Voilà le message que les campagnes actuelles veulent faire passer dans la tête des ouvriers.

Cependant, si la situation polonaise permet à la bourgeoisie à l'Ouest de renforcer sa campagne démocratique, elle reflète réellement les difficultés majeures croissantes que connaissent la Pologne et tous les pays de l'Est. Et l'arrivée de Solidarnosc au pouvoir ne va rien arranger, au contraire.

En fait, il est évident que pas plus Solidarnosc que le POUP ne voulait que le syndicat aille au pouvoir. Cette situation absurde pour la bourgeoisie, est le résultat de la fragilité particulière des structures politiques dans les pays staliniens, de la faiblesse de leur appareil politique sclérosé. Aussi, la bourgeoisie polonaise a été littéralement dépassée par les élections qu'elle avait mises en place pour mystifier la classe ouvrière. Le cirque électoral lui a échappé des mains, du fait du discrédit énorme du POUP, malgré toutes les magouilles préparatoires entre le gouvernement et Solidarnosc où ce dernier avait échangé sa légalisation contre un soutien à une certaine "légitimation" du pouvoir du parti à travers les élections.

Ce débordement du cadre que voulait donner la bourgeoisie polonaise à ses élections, ne peut donc qu'aggraver grandement les convulsions déjà existantes, parce que la situation actuelle affaiblit encore son appareil politique et pousse à une désorganisation croissante dans l'Etat. En effet, un régime et une organisation économique où la classe bourgeoise se confond avec l'appareil du parti ne peut tolérer sans dommage la perte par celui-ci du monopole du pouvoir politique. Déjà, la constitution de Solidarnosc en 80, tout en permettant de saboter les luttes ouvrières, était un facteur important de destabilisation politique qui devait aboutir au coup de force de décembre 81. Aujourd'hui, l'arrivée de Solidarnosc au pouvoir aggrave encore cette situation. Aussi, la seule perspective qui se présente pour la Pologne, comme pour l'ensemble des pays de l'Est, n'est pas seulement celle d'un nouvel effondrement économique, mais aussi celle de convulsions politiques croissantes dans lesquelles la force, la répression brutale et sanglante, comme en décembre 81, resteront un élément essentiel du contrôle social (c'est pour cela d'ailleurs, que le POUP conserve dans le gouvernement les postes clés de la répression : l'armée et la police).

Les événements de Pologne signent donc la faillite ouverte des mensonges staliniens sur les "pays socialistes", mais aussi du mythe entretenu depuis 50 ans par les trotskystes sur les "acquis ouvriers" de ces pays ou la "supériorité" de leur économie par rapport à celle des pays occidentaux.

Cet affaiblissement de l'appareil politique de la bourgeoisie en Pologne résulte également du discrédit croissant qui va peser sur la principale force de mystification et d'encadrement de la classe ouvrière. En effet, c'est à présent Solidarnosc qui va prendre une large part de la responsabilité de la gestion économique et la responsabilité directe des attaques anti-ouvrières que va porter l'Etat polonais, parce qu'il ne peut pas faire d'autre choix que celui de l'austérité et d'une austérité croissante. A peine nommé 1er ministre, Mazowiecki l'a d'ailleurs clairement annoncé : "Il faut préparer l'opinion aux décisions que le FMI doit prendre à l'automne", et en droite ligne : "Si des sacrifices sont nécessaires, les gens devront les accepter". On ne peut être plus "honnête" !

Les augmentations de 200 à 500% des prix alimentaires du 1er août, (même sans gouvernement, les mesures sont bel et bien tombées !), lesquelles faisaient suite à toute une série d'augmentations de 60 à 90% de produits de base tel le sucre en juin, et enfin une inflation qui atteindra plus de 300% fin 89 "officiellement" (en réalité, 400 à 500%), rendent bien compte de la gravité de la situation économique. Face à elle, Solidarnosc ne pourra pas faire autre chose que le POUP auparavant. Et ce syndicat qui tirait sa gloire mystificatrice de la grève de masse de 80, qui se prétendait né du mouvement, alors qu'il s'est partagé le travail avec le POUP pour le briser, ce grand "défenseur" de la classe ouvrière qui joue depuis neuf ans le rôle de 1er pompier social du pays, va devoir maintenant assumer des attaques anti-ouvrières particulièrement féroces et montrer son vrai visage à découvert.

C'est aussi en fonction de ce dernier élément, qu'une gauche de Solidarnosc est en train de se constituer qui, de même qu'elle avait appelé à boycotter les élections du printemps, a pris position contre la participation au gouvernement. Elle va prendre une importance grandissante afin de faire rester le plus possible les ouvriers sur le terrain du syndicalisme, de dévoyer et épuiser les luttes qui ne manqueront pas de surgir contre des attaques économiques de plus en plus brutales.

En ce sens, si la participation de Solidarnosc au gouvernement ne pourra que discréditer de façon considérable ce syndicat, les illusions n'ont pas fini de peser sur le prolétariat en Pologne. Bien qu'il soit un de ceux du monde qui ait mené depuis 20 ans les combats les plus massifs et déterminés, les mystifications syndicalistes, démocratiques, nationalistes et même religieuses n'ont pas fini de faire des ravages dans ses rangs. C'est ainsi par exemple que les ouvriers du chantier Lénine de Gdansk, qui en 1980 étaient l'avant-garde du mouvement, ont refusé il y a quelques semaines de faire grève pour ne pas gêner la reprise de leur entreprise en faillite par une milliardaire américaine d'origine polonaise. Comme pour le reste du prolétariat des pays de l'Est, ces mystifications ne pourront être pleinement dépassées que lorsque celui des pays centraux du capitalisme les aura lui-même dénoncées dans ses luttes. Les événements actuels de Pologne constituent un appel à sa responsabilité.

PPR

VOYAGER 2

TEMOIN DE L'ABERRATION DU CAPITALISME

Pendant plusieurs jours, les journaux et la télévision on rendu compte du formidable exploit de la sonde spatiale "Voyager 2" qui, douze ans après son lancement, était en train de retransmettre des images de la planète Neptune, aux confins du système solaire. L'émerveillement des médias bourgeoises, même quand il est justifié et sincère, n'est évidemment pas gratuit. Le message qu'il veut véhiculer est, en substance, le suivant : "Voyez comme notre société, et notamment sa partie occidentale, est formidable qui réussit à réaliser de tels exploits scientifiques et technologiques". Ce que le prolétariat doit retenir, pour sa part, de ces prouesses, ce n'est certainement pas l'idée de la supériorité du capitalisme vis-à-vis de toute autre forme de société possible. Ce qu'elles mettent fondamentalement en évidence, c'est au contraire l'incroyable contraste entre, d'un côté, le niveau des connaissances techniques auxquels sont aujourd'hui parvenus les hommes, qui permettraient de leur apporter une pleine satisfaction de leurs besoins matériels, si elles étaient utilisées de façon systématique et à leur profit, et de l'autre côté, la barbarie, la misère, les famines, les massacres qui sont le quotidien de la majorité d'entre eux pour qui la seule retombée du progrès technologique prend la forme de bombes, de missiles et d'obus.

L'exploit de "Voyager 2" n'est pas un appel à soutenir le système capitaliste. Au contraire, il doit constituer un appel au prolétariat pour qu'il développe ses luttes en vue de détruire ce système et de le remplacer par la société communiste, seule capable aujourd'hui de mettre au service de l'Humanité des connaissances et une technologie, dont l'incroyable sophistication des armements, bien plus encore que les performances des sondes spatiales, nous donne la mesure. Des connaissances dont seul le communisme peut pleinement libérer et impulser les progrès, à une échelle incomparablement plus vaste que celle permise par le carcan qu'est devenu aujourd'hui la société capitaliste.

F.M.

APPEL AUX LECTEURS :

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème :

Luttes ouvrières à l'Est et à l'Ouest, armada française au Liban...

LE PROLETARIAT AU COEUR DE LA SITUATION MONDIALE

CLERMONT-FERRAND :
Réunion publique le 22.09 à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal,3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :
Nous animerons un stand à la Braderie de Lille, le 3.09 toute la journée.
Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :
Réunion publique le 22.09 à 21h à Majo, impasse Métral, Villeurbanne, Métro République.
Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 10.09 à partir de 11h30.

MARSEILLE :
Réunion publique le 29.09 à 21h, au 205 rue Ste-Cécile, 13005.
Permanence le 20.09 de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse le 9.09 au marché de la Plaine, place Jean-Jaurès (5è) de 11h à 12h.

NANTES :
Réunion publique le 23.09 à 17h au café du Midi, 32 rue Appert (quartier Zola) 44100.
Permanence les 1er septembre et 6 octobre à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 23.09 de 10h30 à11h30.

PARIS :
Réunion publique le 16.09 à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.
Permanence le 30.09 à 18h, même adresse que la RP.

ROUEN :
Permanence le 16.09 à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique le 22.09 à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanence les 8.09 et 13.10 à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les 10.09 et 8.10 de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces, place St-Sernin.

TOURS :
Réunion publique le 16.09 à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Permanence le 2.09 à 17h à la même adresse que la RP.
Vente de la presse les 9.09 et 14.10 de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :

ISSN 0336 464 X

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
. **"Mimesis"**, 58 rue de Grassis
. **"Machine à Lire"**, 13 rue de la Devise
BREST : "Graphitis", place St Louis
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente
. **Librairie Jean Rome**, 1 rue des Gras
. **Maison de la Presse**, place de Jaude
DUNKERQUE : *Maison de la Presse*, 34 rue Poincaré
LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
. **Maison de la Presse**, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles",
27 place des Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
. **"Centre Culturel Libertaire"**, 1-2 rue du Péage, (Métro Fives)
LYON : "La Gryphe", 5 rue Sébastien Gryphe (7ème)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
. **Maison de la Presse**, 1, chemin de la Gavotte. 13005
. **Maison de la Presse**, , rue Lamartine, 13500 **Martigues**
. **Maison de la Presse**, , quai Stalingrad, 13 **La Ciotat**
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagneux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
. **"Tabacs, Presse"**, 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
. **"Parallèles"** 47, rue St Honoré (75001)
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
. **"Le Vulcain"**, quai Stalingrad, 83 **La Seyne sur Mer**
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
. **"FNAC"**, 1 bis place Occitane
. **"Les Arcades"**, place du Capitole

8EME CONGRES DU CCI

CONFIANCE DANS LA CLASSE OUVRIERE

DEFENSE ET RENFORCEMENT DE L'ORGANISATION

Le Courant Communiste International vient de tenir son 8° congrès au moment où l'histoire connaît une accélération considérable.

Le capitalisme conduit l'humanité à la catastrophe. Les conditions d'existence de l'immense majorité des êtres humains sont chaque jour plus dramatiques, les émeutes et les révoltes de la faim se multiplient, l'espérance de vie diminue pour des milliards d'hommes, les catastrophes de tous ordres causent des milliers de victimes, et les guerres des millions. La situation de la classe ouvrière dans le monde, y compris dans les pays riches et développés de "l'hémisphère nord", se dégrade constamment elle aussi, le chômage croît, les salaires baissent, les conditions de travail et de vie empirent.

Le capitalisme mène l'humanité vers la catastrophe économique et la 3° guerre mondiale. Seul le prolétariat peut empêcher le déchaînement de l'holocauste généralisé et offrir à l'humanité la perspective révolutionnaire du communisme, c'est à dire en finir à jamais avec la misère et l'exploitation.

C'est de ce point de vue que les organisations révolutionnaires qui sont à la fois le produit et aussi partie prenante des combats menés par le prolétariat mondial, doivent se mobiliser, aider à la préparation, et se préparer au drame historique qui approche. Le rôle qui leur échoit est essentiel : sur la base de la compréhension la plus claire possible de la situation actuelle et de ses perspectives, il leur revient d'assumer dès aujourd'hui le combat politique d'avant-garde dans les luttes ouvrières. C'est la seule voie pour le regroupement des forces révolutionnaires et la constitution du Parti Communiste Mondial.

LA CROISSANCE ET LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU CCI.

Le 8° congrès international a été traversé par les enjeux et les potentialités de la situation historique que nous vivons. Outre des délégations des dix sections, y ont participé aussi des délégués du Grupo Proletario Internacionalista (GPI) du Mexique et de Communist Internationalist (CI) d'Inde (1). Dès l'ouverture, le congrès a adopté une résolution de proposition d'intégration des camarades du GPI dans le CCI et la constitution d'une nouvelle section. En voici quelques extraits:

"Produit du développement de la lutte de classe, le GPI est un groupe communiste qui s'est constitué -avec la participation active du CCI- sur la base des positions politiques principielles de celui-ci et de ses orientations générales, en particulier celle de l'intervention dans la lutte de classes."

Le 2° congrès du GPI qui s'est tenu à la fin 1988, avait tiré un bilan positif -avec lequel le CCI était d'accord- du processus de réappropriation et de clarification politiques engagé par le groupe : en particulier, par la prise de connaissance et la confrontation avec les positions politiques des autres courants et groupes du milieu politique prolétarien et le développement de la présence politique du groupe tant au niveau local qu'international. Sur la base de ce bilan positif, le GPI s'était prononcé pour l'ouverture d'un processus d'intégration de ses militants dans le CCI que nous avions accepté. La résolution que nous avons adoptée prend position sur ce processus :

"Le 8° congrès du CCI tire un bilan positif de ce processus d'intégration. C'est à l'unanimité que les camarades du GPI se sont prononcés en accord avec la Plate-forme du CCI et ses statuts après des débats approfondis. (...) Le 8° congrès du CCI (...) estime donc que le processus de rapprochement et d'intégration des camarades du GPI avec le CCI touche à son terme. En conséquence, le congrès se prononce pour l'intégration des militants du GPI dans l'organisation et leur constitution en section du CCI au Mexique."

Après la décision du congrès, la délégation mandatée par le groupe a déclaré dissout le GPI. A partir de ce moment, les délégués sont intervenus dans le congrès comme délégués de la nouvelle section au Mexique, Revolucion Mundial, comme membres à part entière du CCI.

L'intégration de la nouvelle section est une confirmation de la justesse de nos positions politiques, valables aussi bien dans les pays développés que "sous-développés", de l'orientation de notre travail en direction du milieu politique prolétarien, et de la poursuite du développement de la lutte de classes. D'ores et déjà par le haut niveau de clarté politique qui s'est exprimé dans la préparation au congrès et dans la participation énergique et importante de sa délégation, la constitution de la section manifeste un renforcement considérable du CCI au niveau politique et au niveau de sa présence consolidée sur le continent américain.

Mais aussi, à notre avis, elle représente un renforcement de tout le milieu politique prolétarien comme premier regroupement réel et significatif depuis une décennie, depuis la constitution de la section du CCI en Suède. Elle marque un coup d'arrêt à la multiplication de scissions, à la dispersion et à la perte de forces militantes. Pour tous les groupes politiques prolétariens, pour tous les éléments révolutionnaires qui surgissent, ce doit être un élément de confiance dans la situation actuelle et d'appel au sérieux et à la responsabilité militante.

LA CONFIANCE MILITANTE DANS LA LUTTE DU PROLETARIAT.

Le GPI et CI se sont constitués autour, et sur nos analyses générales de la période actuelle, et en particulier, sur la reconnaissance du cours historique vers des affrontements de classes. La participation du délégué d'Inde et l'intégration des militants au Mexique est une manifestation de la part de ces camarades, et de l'ensemble du CCI, de notre confiance - confiance politique s'entend - dans la lutte du prolétariat. Là résidait un des enjeux de ce congrès.

Le congrès a adopté une résolution sur la situation internationale qui sera publiée intégralement dans la Revue Internationale n°59. Elle constate l'entière validité de notre perspective sur le cours historique et le développement des luttes ouvrières. De ce fait, elle dément le scepticisme et pessimisme qui peuvent exister dans le milieu politique prolétarien. Ce pessimisme résulte pour une bonne partie de toutes les campagnes et les mensonges de la bourgeoisie sur l'amélioration de l'économie mondiale, sur l'éloignement du danger de guerre, et sur l'absence de perspective des luttes ouvrières, quand ces dernières ne sont pas passées sous silence, campagnes qui ne vont pas sans causer des doutes et des hésitations au sein de la classe ouvrière, et des ravages parmi les groupes révolutionnaires.

Le congrès a débattu en particulier de la question de la décomposition sociale et a décidé l'ouverture d'un débat de clarification de ce phénomène pour évaluer son impact sur le développement de la lutte de classes. Le cadre de cette discussion est définie par la résolution :

"Alors que la bourgeoisie n'a pas les mains libres pour imposer sa 'solution' : la guerre impérialiste généralisée, et que la lutte de classe n'est pas encore suffisamment développée pour permettre la mise en avant de sa perspective révolutionnaire, le capitalisme est entraîné dans une dynamique de décomposition, de pourrissement sur pied qui se manifeste sur tous les plans de son existence" (3).

C'est l'existence du développement des luttes internationales du prolétariat qui empêche, pour le moment, le capitalisme de déchaîner un massacre généralisé. Sur cette question essentielle, le congrès a réaffirmé sa confiance dans la lutte du prolétariat:

"La vague de lutte de classe qui se développe depuis 1983 pose la perspective de l'unification des luttes. (...) Cette vague de lutte traduit non seulement le mécontentement grandissant de la classe ouvrière, sa combativité intacte, sa volonté de lutter mais aussi le développement et l'approfondissement de sa conscience. (...Celle-ci) se concrétise plus particulièrement sur deux points essentiels puisqu'ils déterminent le rapport du prolétariat à l'Etat:

- la méfiance par rapport aux syndicats va en se développant (...);
- le rejet des partis politiques de la bourgeoisie s'intensifie"... (développement de l'abstention aux élections).

Jusqu'à présent, la bourgeoisie est parvenue à freiner le processus d'extension et d'unification des luttes, à retarder sa réalisation.

Néanmoins, malgré les manoeuvres de la bourgeoisie, mises en place par les syndicats et les gauchistes, "la dynamique de lutte de la classe ouvrière n'est pas brisée. (...) L'apprentissage que fait le prolétariat de la capacité manoeuvrière de la bourgeoisie est un facteur nécessaire de sa prise de conscience, de son renforcement face à l'ennemi qu'il confronte.

La dynamique de la situation le pousse à imposer sa force par l'extension réelle de ses luttes, c'est à dire l'extension géographique contre la division organisée par la bourgeoisie, contre l'enfermement sectoriel, corporatiste ou régionaliste, contre les propositions de fausse extension des syndicalistes et des gauchistes.

Pour mener à bien cet élargissement nécessaire de son combat, la classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, et, avant tout, sur ses assemblées générales. (...) Les assemblées générales souveraines doivent rejeter tout ce qui tend à les étouffer (leur fermeture aux autres ouvriers) et à les déposséder de la lutte (les organes de centralisation prématurée que la bourgeoisie, aujourd'hui, ne se prive pas de susciter et de manipuler, ou pire ceux qu'elle parachute de l'extérieur: coordinations, comités de grève syndicaux...). De cette dynamique dépend l'unification future des luttes."

LA DEFENSE ET LE RENFORCEMENT DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE.

C'est dans le cadre de cette compréhension générale des enjeux de la situation actuelle que le congrès a adopté une résolution d'activités pour l'organisation :

"Les activités du CCI pour les deux ans qui viennent doivent se mener en continuité avec les tâches entreprises depuis la reprise des combats de classe en 1983, tracées lors des deux précédents congrès de 1985 et 1987, suivant les priorités de l'intervention dans les luttes ouvrières, de la participation active de leur orientation, et un engagement militant plus important, à long terme, face aux perspectives :

- de nouvelles intégrations issues de la vague actuelle de la lutte de classe, en premier lieu la constitution d'une nouvelle section territoriale, un des principaux enjeux à court terme pour le CCI;
- d'un rôle de plus en plus importants de l'organisation dans le processus des luttes ouvrières vers leur unification (...).

"Les expériences les plus récentes de l'organisation ont permis en particulier de mettre en évidence plusieurs leçons qui doivent être pleinement intégrées dans les perspectives d'activités:

- la nécessité de mener le combat pour la tenue des assemblées générales ouvertes, qui se donnent dès le début l'objectif de l'élargissement de la lutte, de son extension géographique;
- la nécessité de revendications unitaires, contre les surenchères démagogiques et les particularismes corporatistes;
- la nécessité de ne pas être naïfs face à l'action de la bourgeoisie sur le terrain, pour pouvoir faire échec aux manoeuvres de confiscation de la lutte par les syndicats et les coordinations telles qu'elles se développent aujourd'hui (...);

Pour pouvoir mener à bien ces tâches d'intervention, les révolutionnaires doivent pouvoir se doter d'organisations politiques solides centralisées. De tout temps, la question de l'organisation politique et de sa défense a été une question politique centrale. C'est sur ce plan que s'exerce tout spécialement la pression de l'idéologie petite-bourgeoise par l'individualisme, le localisme, l'immédiatisme, etc., contre l'activité organisée des organisations communistes. Comme le souligne la résolution d'activités, cette pression devient aujourd'hui encore plus forte :

"La décomposition de la société bourgeoise, son pourrissement sur pied en l'absence d'une perspective d'issue immédiate exerce sa pression sur le prolétariat et ses organisations politiques (...). Dans le milieu prolétarien, cette pression qui a déjà exercé beaucoup de ravages, s'est exprimée par la dégradation des rapports entre les groupes, le développement de groupes 'parasites', le retard et surtout l'absence d'intervention dans les luttes, la dispersion et la perte des forces militantes, le dénigrement systématique du CCI."

Face à cette pression accrue qui s'exerce aussi sur notre organisation, la résolution d'activités réaffirme que "la force principale du CCI réside dans son caractère international, uni et centralisé." Dans ce sens, le congrès a engagé l'ensemble de l'organisation, des sections et des camarades à renforcer le tissu organisationnel, le travail collectif, à développer la centralisation internationale, à développer la rigueur dans le fonctionnement et l'implication militante. Il s'agit là de contrecarrer les effets particuliers d'aujourd'hui de la décomposition sur les groupes politiques révolutionnaires tels que le localisme, l'individualisme, voir les pratiques manoeuvrières et destructrices.

Confiance dans la lutte du prolétariat, confiance dans le rôle et l'intervention des révolutionnaires, confiance dans le CCI: telle est l'affirmation du 8° congrès. Les interventions des délégués du Mexique et d'Inde ont été l'illustration la plus claire de cette confiance et un facteur de celle-ci. A travers leurs participations actives et enthousiastes, c'est de la périphérie du capitalisme, là où la lutte du prolétariat est la plus difficile, là où les conditions d'une activité militante communiste sont les plus défavorables, qu'est venu le souffle nouveau d'énergie et de confiance qui a animé et donné le ton à nos travaux. Après la constitution de la section au Mexique, le congrès s'est terminé sur la demande de candidature à notre organisation du délégué de CI, candidature qui a été acceptée. C'est le début d'une présence politique en Inde et en Asie, mais aussi la perspective de la constitution d'une 12° section du CCI pour laquelle nous allons travailler. Le CCI se développe donc, et étend sa présence politique sur plusieurs continents. C'est pour nous une responsabilité accrue dans la situation historique actuelle.

L'histoire s'accélère. Fondamentalement, les attaques économiques et le mécontentement ouvrier qui en résulte, sont les facteurs de mobilisation du prolétariat. Les autres éléments, les conflits inter-impérialistes, la décomposition sociale sous tous ses aspects, interviennent essentiellement dans la prise de conscience par le prolétariat de la réalité de la barbarie capitaliste. La responsabilité des révolutionnaires est donc, à la fois de participer pleinement, à l'avant-garde, aux luttes ouvrières, de favoriser et d'accélérer cette prise de conscience en rattachant les mobilisations et les luttes du prolétariat à l'ensemble de la situation et à ses enjeux. Cette prise de conscience dans laquelle les groupes communistes jouent un rôle décisif, va déterminer la capacité du prolétariat d'affronter victorieusement le capitalisme et d'ouvrir la perspective du communisme.

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

---

(1) sur Communist Internationalist: cf. Revue Internationale du CCI n° 42 et 45; sur le GPI: Revue Internationale n° 50, 52, 53, 55 et 57 ainsi que les 7 numéros de Revolucion Mundial (ancienne série).
(2) sur la question de la décomposition sociale, voir l'article dans la Revue Internationale n° 57.

NE LAISSONS PAS NOS LUTTES AUX MAINS DES SYNDICATS

Les ouvriers ne doivent pas se laisser paralyser par le fait que la bourgeoisie et ses syndicats tentent aujourd'hui d'occuper au maximum tout le terrain social. C'est parce qu'elle sait que la colère est explosive et générale, qu'elle peut déboucher sur des luttes massives et unies, que la bourgeoisie s'investit plus intensément que jamais sur tous les fronts face à la lutte de classe.

C'est le grand barouf médiatique qu'elle organise depuis un mois autour de "la lutte des gendarmes" sur laquelle elle tente de polariser toute l'attention. Alors que ce conflit au sein d'un rouage de l'Etat précisément chargé du maintien de l'ordre est étranger à la classe ouvrière, la mise en avant dans ce conflit de revendications (la question des salaires et des effectifs) qui sont, elles, au coeur des préoccupations ouvrières et autour desquelles toute la classe ouvrière tend à se mobiliser aujourd'hui, vise à jeter le trouble et la confusion dans les rangs ouvriers. La bourgeoisie, non contente d'exploiter la situation pour prétendre que çà, ce serait la lutte de classes, insinue l'idée à travers ce conflit que les luttes pourraient trouver face à elles, un gouvernement "compréhensif" et "ouvert au dialogue social". Derrière ces magouilles où le gouvernement accorde "généreusement" la création de 4 000 emplois dans la gendarmerie sans compter d'autres largesses qu'il est tout prêt à octroyer pour s'assurer de la cohésion et de la fidélité d'un corps voué à sa protection et à sa défense, il prépare à bon compte un renforcement de son appareil répressif.

C'est surtout l'activité débordante des syndicats qui couvre tout le terrain social pour tenter d'endiguer la montée des luttes ouvrières. Leur intense activité ne vise qu'à placer les ouvriers dans un faux dilemme : soit les dissuader d'entrer en lutte, soit les suivre sur un terrain totalement gangréné. Dans la situation actuelle, les ouvriers ne peuvent pas faire l'économie de lutter. C'est le seul moyen de faire reculer la bourgeoisie dans ses attaques.

S'ils renoncent à lutter, s'ils laissent le terrain de la lutte aux syndicats, ils laissent la voie libre à toute la bourgeoisie pour intensifier ses mesures anti-ouvrières. Ils doivent également se rappeler comment ils se sont fait piéger à l'automne dernier à travers la lutte des infirmières derrière les coordinations (voir notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières"). Le seul moyen de lutter, c'est d'entrer en lutte nombreux et unis, de prendre soi-même en main l'extension géographique de la lutte. Pour cela, les ouvriers ne peuvent éviter de se confronter aux syndicats et à leurs pièges. Non seulement, il ne faut pas laisser la lutte aux mains des syndicats ni des coordinations auto-proclammées, mais il ne faut pas leur laisser la moindre place dans la lutte.

■Face à un mécontentement et une combativité grandissants que les attaques anti-ouvrières en mai/juin ajoutées à celles tombées pendant la période des congés (hausses des tarifs publics et licenciements) ont encore exacerbé, en France les syndicats déploient une intense activité tous azimuts.

Pendant tout l'été, la CGT a proclamé qu'elle "ne prenait pas de vacances" et qu'elle ignorait cette "traditionnelle trève sociale". De fait, si elle est restée constamment "sur la brèche", c'est pour être d'emblée placée, avec la complicité de toute la bourgeoisie, à l'avant-scène en cette période de rentrée sociale. Entre le 22 et le 23 août, la CFDT, FO et la CGT annonçaient d'ailleurs la couleur pratiquement d'une même voix : "on peut compter sur nous pour une rentrée chaude". La CGT va jusqu'à proposer des actions unitaires avec les autres syndicats... Cela se concrétisait en même temps par les exhortations conjointes de la CGT, de FO, de la CFDT et du SNUI (autonome) appelant les employés du ministère des finances et du budget -et en premier lieu les fonctionnaires des impôts- à se mobiliser et à collecter des fonds pour tenir "une grève dure" à partir du 12 septembre, alors même qu'ils ont déjà pris rendez-vous avec le gouvernement pour le 5 septembre.

En parallèle, le gouvernement Rocard manipulant à son gré depuis plusieurs mois les réintégrations, licenciements et amnisties des 10 bonzes syndicaux de Renault, réouvrait dès le mois de mai le ènième épisode du feuilleton qui allait mettre en avant la CGT. Avec le plus grand cynisme, la pire hypocrisie, le journal du PCF titrait : "Billancourt mon amour"! Fidèles à la méthode du "plus grand mensonge", le PCF et la CGT, lançaient leur campagne de "solidarité ouvrière" sur le cas des "10" alors que la fermeture définitive de l'usine de Billancourt vient d'être annoncée pour d'ici deux ans, signifiant le prochain licenciement de milliers d'ouvriers, cela après les 20.000 suppressions d'emplois déjà effectuées dans le groupe depuis 84 ! A travers cette tapageuse campagne, s'il s'agissait peut-être d'auréoler la C.G.T. de la détermination à lutter pour la solidarité, de la faire passer pour celle "qui n'abandonne pas comme ça ses copains", l'objectif était avant tout de continuer à maintenir le syndicalisme à l'avant-scène de la lutte, démontrant sa nature "radicale" et "combative".

Les objectifs de toute cette agitation ne sont autres que la préparation de la rentrée, en particulier dans le secteur public où les attaques anti-ouvrières sont déjà planifiées aux PTT, à l'EDF/GDF, dans les charbonnages de France et le textile.

Au début de cet été, l'offensive des troupes syndicales s'est particulièrement illustrée dans la lutte des employés des impôts et des services de la météo où c'était le coup classique de l'appel syndical à la grève "dure" face à la fin de "non-recevoir" du gouvernement, aux demandes de négociations et à l'envoi de la police. Tout de suite après ces vibrants appels au combat et alors que la grogne s'étendait un peu partout au coeur de la période des congés, les syndicats prenaient un "rendez-vous" de négociations avec le gouvernement "pour dans 15 jours". Alors qu'au début seuls les centres des impôts du Midi étaient réellement mobilisés et afin d'amener dans la défaite le maximum d'employés, jusque là réticents à s'engager dans la lutte dans une mauvaise période et derrière les syndicats, le gouvernement recourait à la provocation en annonçant la suspension des congés annuels pour les grévistes ainsi que le comptage des week-ends, jours habituellement chômés, dans les retenues sur salaires pour faits de grève. Ensuite, le gouvernement reviendra sur cette décision pour, plus tard, annoncer qu'elle sera maintenue... De cette façon, le gouvernement donnait une base "en béton" aux syndicats pour appeler à des "actions commandos" renforçant encore plus l'isolement de la lutte, tout en passant, avec l'écho de la presse, pour les meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers et de farouches combattants de l'injustice ! "Ce conflit n'a cessé de s'entretenir" dira le journal "Le Monde" et pour préciser les choses, il faut savoir que les ministres concernés dans "la gestion de ces conflits" sont de grands spécialistes de ce genre de manoeuvres. Bérégovoy et Charasse ayant fait leurs "classes" de professionnels du sabotage précisément dans les syndicats "radicalistes" d'aujourd'hui, respectivement à FO et à la CGT.

Tout ce tapage pour cacher les vrais enjeux de la lutte dans ces secteurs : la poursuite des suppressions de postes (5.000 depuis 85 dans les impôts) et la baisse des salaires. A la suite de tous ces étalages de combativité syndicale, que proposa le gouvernement ? : "la limitation" des suppressions de postes à seulement....1,8% des effectifs" ! Et "que dalle" sur les salaires ! Voilà un bel exemple des résultats d'une lutte dominée par les syndicats !

Il n'y a rien d'autre à attendre des syndicats qui sont revenus au premier plan depuis les luttes du printemps en Corse, à Dassault ou à l'Aérospatiale jusqu'à celles du début de l'été en passant par les mines de Potasse d'Alsace. Partout, le travail de sape des syndicats a directement conduit les ouvriers à la défaite. Dans cette dernière lutte, parce que la combativité était énorme (voir RI n°180), la CGT n'a pas hésité à se mettre en avant des tentatives d'extension aux usines Peugeot afin de dégoûter les ouvriers de suivre cette voie devenue un "coup de pub" cégétiste.

C'est dans un parfait partage des tâches avec ses syndicats que le gouvernement entend contrôler la situation à la rentrée. Avec ces manoeuvres actuelles d'épuisement préventif de la combativité aux impôts le gouvernement entend bien donner une leçon à tous les secteurs du public dès la rentrée.

Pour pouvoir repartir en lutte, il doit être clair pour les ouvriers :
- que les intersyndicales ne représentent en rien l'unité des assemblées ouvrières et, inversement, que leur "pseudo-division" n'est en rien le reflet d'une division réelle des ouvriers. Car cette entente syndicale, en général se réalisant comme par enchantement au début de la lutte, ne vise qu'à se confondre avec l'unité de l'assemblée ouvrière pour ensuite mieux la diviser lorsqu'elle s'oriente vers l'extension, c'est-à-dire vers les véritables moyens d'action de la classe ouvrière.
- qu'ils doivent prendre en mains la lutte, défendre la tenue permanente des assemblées générales et leur souveraineté, que les comités de grève qui requièrent toute leur vigilance soient élus et révocables devant elles.

Yaëlle

1939-1945... *(suite de la p. 8)*

LE PROLETARIAT DOIT DETRUIRE LE CAPITALISME AVANT QU'IL NE DETRUISE L'HUMANITE

Au cours de la première guerre mondiale, celle-ci nous a été présentée comme la "der des der". La deuxième guerre mondiale est venue confirmer ce que les révolutionnaires déclaraient déjà au début du siècle : tant que le capitalisme survivra, il fera peser cette menace sur l'humanité. Contre toutes les campagnes pacifistes actuelles, tel est le principal enseignement que la classe ouvrière doit tirer de cette horrible tragédie.

Le développement depuis 20 ans d'une nouvelle crise ouverte du capitalisme, dépassant d'ores et déjà en profondeur celle des années 30, a remis à l'ordre du jour, pour la bourgeoisie, la perspective d'une troisième guerre mondiale. Et c'est bien parce que depuis 20 ans, la bourgeoisie n'est pas parvenue à dévoyer le prolétariat de son terrain de classe, c'est bien parce que les luttes ouvrières ne cessent de se développer aux quatre coins de la planète, à l'Est comme à l'Ouest, que la bourgeoisie est incapable d'imposer sa propre réponse à l'impasse historique de son système. Une classe ouvrière qui refuse résolument de se serrer la ceinture pour "sauver" l'économie nationale n'est certainement pas prête à accepter davantage de sacrifices -jusqu'au sacrifice ultime de sa vie- pour le seul intérêt de ses propres exploitateurs. Dans la mesure où, comme l'a clairement révélé la deuxième guerre mondiale, le prolétariat ne pourra plus affirmer sa lutte révolutionnaire au sein d'une nouvelle guerre généralisée, seule sa résistance à la misère et aux souffrances que lui impose la crise économique actuelle lui permettra de continuer à développer sa force, sa conscience, son unité pour affirmer à l'échelle internationale sa propre perspective.

Si la classe ouvrière doit aujourd'hui se réapproprier toutes ses expériences passées, y compris les plus tragiques, ce n'est certainement pas pour faire écho aux campagnes de la bourgeoisie, ni pour se lamenter. C'est au contraire pour en tirer toutes les leçons, prendre confiance en elle-même, prendre conscience de sa propre force, une force gigantesque qui a été capable de mettre fin à la première guerre mondiale, une force qui d'ores et déjà constitue le seul frein au déclenchement d'un nouvel holocauste généralisé. Une force qui peut et doit détruire ce système avant qu'il ne détruise la planète toute entière. L'avenir de l'humanité est entre les mains du prolétariat.

Avril
15.8.89

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.
Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé) nous enverrons 10 anciens numéros de RI ou 5 de la "Revue Internationale", ou des numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

Strasbourg: 30f ; Bavans: 80f ; Nîmes: 430f ;
Pau: 1630f
Toulouse (RP juin) :Br : 70f ; Roberto : 50f ; Ra : 30f.
(RP juillet) : BR/Mya: 30f ; Lu: 50f ; Ch: 100f ; Psl: 30f ; Ra: 100f.
Tours (Permanence de juin) :
Na: 25f ; Dédé: 25f ; La: 50f ; Stanley: 25f ; Bacalao: 50f.

Total : 2805F
Total 1989 : 13738,50

LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE No 58

LES MANOEUVRES BOURGEOISES CONTRE L'UNIFICATION DE LA LUTTE DE CLASSE

Un mensonge dans la continuité du stalinisme
LA PERESTROIKA DE GORBATCHEV

Comprendre la décadence du capitalisme (VII)
LE BOULEVERSEMENT DES FORMES IDEOLOGIQUES

A la mémoire de Munis
UN MILITANT DE LA CLASSE OUVRIERE

Contribution pour une histoire du mouvement révolutionnaire :
Introduction à HISTOIRE DE LA GAUCHE GERMANO-HOLLANDAISE

TOUJOURS PLUS DE MASSACRES AU NOM DE LA "PAIX"

Avec les événements dont le Moyen-Orient a été le théâtre au mois d'août (reprise des marchandages par rapport aux otages et remise en cause directe de l'Iran, intensification des combats au Liban et intervention militaire française), la "paix" capitaliste a encore une fois exhibé son vrai visage d'horreur et de massacres. Dans Beyrouth déjà exsangue, dont la population subit depuis 15 ans bombardements et combats quasi-permanents, la guerre a fait plus de 720 morts en moins de 5 mois, 100 en moins d'une semaine, des blessés par milliers ; des dizaines de milliers de gens sont bombardés systématiquement, des milliers n'ont plus d'autre ressource que la fuite au hasard des routes entre les tirs d'obus, sans bagages, avec leurs seules pièces d'identité ; les francs-tireurs pro-syriens, pro-chrétiens, etc... embusqués partout prêts à tirer sur tout ce qui bouge ; la destruction se propage, ne laissant pas une maison debout, chaque habitant vivant dans la peur d'être tué à chaque moment. Et pour ajouter à l'état de ruine et de misère dans lequel se trouve la ville, les rats prolifèrent, se nourrissant des cadavres, attaquant les blessés, les enfants et même les adultes.

On se croirait revenu aux moments les plus noirs du Moyen-Age ou des invasions barbares du passé ; non, c'est aujourd'hui, aux portes des pays développés, pour la bonne cause de la Pax Americana, au nom de la "paix", que se perpétuent ces horreurs.

Et c'est encore pour défendre "la paix", au nom de "l'aide humanitaire", que la flotte française est aux portes de Beyrouth et n'a pour l'instant fait qu'exacerber les combats et accélérer les massacres. Dans le vaste marchandage impérialiste qui se joue aujourd'hui au Moyen-Orient, la France est le fer de lance de la défense des intérêts du bloc US, prête, pour des raisons plus hypocritement "humanitaires" que jamais, à défendre ces intérêts à coups d'exocets et de missiles sur les populations civiles.

Cette intensification des combats est directement liée aux grandes tractations impérialistes qui se jouent actuellement au Moyen-Orient, entre le bloc US, l'Iran et la Syrie. C'est avec la plus grande détermination que le bloc est décidé à accentuer la remise au pas de l'Iran et à contraindre la Syrie à accepter le diktat américain en mettant le holà aux appétits impérialistes de celle-ci. Le bloc US veut consolider, non pas la "paix", mais sa main-mise militaire sur le Moyen-Orient en faisant rentrer dans le rang ces deux brebis galeuses parce que les tensions guerrières avec son rival russe vont aller en s'intensifiant dans le sud-est asiatique, intensification dont la conférence du Cambodge sur la "paix", en juillet-août, est un des signes patents. Dans cette perspective, il est donc nécessaire pour le bloc US d'avoir un minimum les coudées franches au Moyen-Orient, le plus rapidement possible.

Dans une telle situation, les événements du mois d'août ne doivent pas nous surprendre. L'enlèvement du Cheik Obeid et l'accentuation des combats à Beyrouth étaient prévus et planifiés par l'impérialisme US, de concert avec l'ensemble du bloc et en particulier la France. Ainsi, par exemple, des manoeuvres militaires franco-américaines ont eu lieu en février au sud de la Corse, manoeuvres qui impliquaient rien de moins que 14000 soldats, 21 navires dont 3 porte-avions -avec le "Foch"-, ayant pour thème la "libération de civils dans un pays méditerranéen instable, en proie à une guerre entre milices rivales, et dans lequel l'autorité de l'Etat se serait effondrée" (sic !!). Ainsi, ce n'est pas sous la pression des événements que le bloc US intervient aujourd'hui, c'est lui qui a précipité les événements afin de justifier son intervention.

LA PRESSION DU BLOC US SUR L'IRAN S'ACCELERE

Avec l'enlèvement du Cheik Obeid (un des chefs des preneurs d'otages) fin juillet, les USA ont mis sur pied une véritable provocation par rapport à l'Iran et à la fraction "dure" existant dans ce pays. Il ne s'agit en aucun cas d'une éventuelle erreur de la part d'Israël faisant cavalier seul ; c'est une manoeuvre effectuée de concert et en accord avec Israël sous la houlette des USA.

En se mettant en apparence hors du coup, les USA provoquaient une situation où toute réponse du Hezbollah -notamment l'assassinat du colonel Higgins- permettait de justifier aux yeux de la population américaine, l'envoi de la 6ème flotte au large de l'Iran et du Liban et du porte-avions "America" dans le Golfe Persique, de menacer militairement l'Iran, voire d'intervenir pour "sauver les otages".

Dans le même temps, la mise en avant de la menace militaire signifiait une énorme pression sur les modérés pro-US au sein de l'Etat iranien, afin d'accélérer leur main-mise sur le pouvoir et la mise à l'écart des "durs", tout en montrant à ces mêmes "durs", la détermination des USA de frapper s'il en était besoin.

Il est ainsi tout à fait clair que cette provocation a eu lieu au moment de l'intronisation de Rafsanjani, comme chef du pouvoir exécutif. Les USA jouaient donc à fond la carte Rafsanjani, celui qui a multiplié les gestes à l'égard des USA depuis la mort de Khomeiny, répétant que "l'exportation de la révolution islamique n'est plus à l'ordre du jour", celui qui hier appelait au meurtre de tout citoyen américain qu'on pourrait toucher, tout à coup, proposait son "aide" aux USA pour "sauver les otages". Depuis, la manoeuvre semble avoir donné les résultats escomptés avec l'éviction de trois ministres alliés du fils de Khomeiny et la nomination de Habibi, proche et dauphin de Rafsanjani, comme vice-président "à l'américaine", c'est-à-dire un renforcement clair et net de la position des "modérés" dans l'Etat iranien.

La pression US a ainsi fait une avancée significative. Les otages là-dedans ? On n'en a très vite plus parlé. Ils n'ont été que des prétextes dont la vie importe peu pour tous, bien que les sinistres pions de l'OJR ou du Hezbollah agitent de temps à autre la menace de les tuer. Les intérêts ici sont impérialistes et ne s'embarassent de considérations "humanitaires" que pour mieux cacher leurs sordides tractations.

BRISER LES APPETITS IMPERIALISTES DE LA SYRIE AU LIBAN

Le deuxième objectif du bloc US concerne la Syrie. En effet, il n'est pas question pour celui-ci de laisser ce pays continuer à marchander la part de territoire qu'il revendique depuis des années, il doit se soumettre au diktat du bloc US. Lorsque le président Assad avait marchandé son départ du bloc de l'Est au début de la décennie, c'était dans l'espoir que la Syrie devienne le gendarme de la région et de s'engraisser, à la faveur de l'effondrement de l'Iran, ex-tête de pont de l'impérialisme US dans la région. Aujourd'hui, avec le retour de l'Iran dans le giron de son bloc de tutelle, les prétentions de la Syrie sont sérieusement remises en cause. Aussi, c'est depuis la fin de la guerre Iran-Irak qu'elle a accéléré son offensive guerrière pour tenter de s'attribuer rapidement la plus grosse part du Liban ; face à cela, la riposte du général Aoun, "la guerre de libération contre l'occupation syrienne" déclenchée depuis le 19 mars, a été la réponse du bloc destinée à enfermer la Syrie dans une guerre épuisante, un piège dans lequel elle s'enferme au fur et à mesure. La fameuse défaite syrienne du 12 août devant Beyrouth avec l'accentuation des combats et les massacres qui y ont fait suite, a servi en fait de prétexte à l'intervention française du mois d'août.

C'est donc à un partage des tâches bien orchestré au sein du bloc US auquel on a assisté avec l'envoi de l'armada française au Liban et une détermination claire d'en découdre s'il le fallait. On a pu ainsi entendre l'ensemble des pays de la CEE défendre le bien-fondé de cette mission "humanitaire". Rocard annonçait le 17.8, "l'intensification de l'aide humanitaire", et déclarait le lendemain que "le temps que se déroulent les opérations humanitaires, il sera nécessaire d'imposer le silence localisé et temporaire aux canons". Dont acte : l'"aide humanitaire" est constituée essentiellement de bateaux militaires hautement modernisés et destructeurs : un porte-avions avec 1920 militaires, transportant 40 appareils, modernisés depuis un an ; une frégate anti-aérienne ultra-moderne armée de 10 missiles exocets et de 40 missiles anti-aériens et sous-marins ; 2 navires de lutte anti-sous-marine.

Derrière tout cela, les USA se contentaient de déclarer que "la France ne va pas forcément contre nos intérêts". Et pour cause ! Elle défend les intérêts américains dans leur ensemble comme gendarme privilégié de la région. Cette menace militaire n'a pour l'instant d'autre effet que de faire monter la tension, par l'aggravation des bombardements et de la guerre, et de provoquer des menaces sur les otages de plus en plus précises de la part de l'OJR ; cela aussi fait partie de "l'offensive pour la paix", de "l'intensification de l'aide humanitaire".

La paix capitaliste, c'est l'engrenage de la guerre et de la destruction.

Aujourd'hui, c'est à qui défendra le mieux "les hommes", "la paix", comme l'URSS qui joue aussi la carte diplomatique du "pacifisme" en se proposant de jouer les médiateurs pour "sauver" les otages ou pour "favoriser un cessez-le-feu au Liban" afin de masquer les grimaces d'un bloc impérialiste lui aussi armé jusqu'aux dents, mais chassé de la région et partout forcé de reculer, ou bien encore les USA qui accourent à la "défense de leurs otages" pour justifier leurs manoeuvres impérialistes. Plus le monde capitaliste montre les effets meurtriers de sa décadence, plus la bourgeoisie mondiale invente les mensonges les plus ahurissants derrière lesquels elle sème la destruction et le génocide organisés.

La "Pax americana", c'est l'instabilité croissante, l'accentuation permanente de la barbarie capitaliste. Qu'on nous parle de "négociations", de "pourparlers de paix", et c'est uniquement, comme aujourd'hui avec l'accélération de l'offensive du bloc US, pour mieux préparer une accélération de la destruction, du meurtre de masse organisé.

PPR

PUBLICATIONS DU C.C.I.:

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134,BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549,1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

COMMUNIST INTERNATIONALIST
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I/R.M

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE :100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F
Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de **"R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuiller expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien etc...)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 PARIS CEDEX 01

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- **Journal RI :**
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- **Revue Internationale :**
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU C.C.I. :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F pour frais d'envoi
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin. 9, cité Beauharnais 75011 PARIS
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267
Tirage moyen : 2000. Vente moyenne : 500

1939-1945 : 60 MILLIONS DE MORTS
C'EST TOUTE LA BOURGEOISIE QUI EST RESPONSABLE DU CARNAGE

Il y a cinquante ans, le 1er septembre 1939, éclatait la deuxième guerre mondiale, manifestation la plus hallucinante, la plus barbare de la décadence dans laquelle est plongé le capitalisme depuis le début de ce siècle. Cet anniversaire tombe à pic pour la bourgeoisie. Sa commémoration vient, en effet, relayer la campagne tapageuse à laquelle nous avons droit depuis plusieurs mois sur le bicentenaire de la Révolution française, sur la "liberté", "la démocratie", les valeurs nationales. Pour la classe dominante, c'est le régime nazi qui est responsable des horreurs du deuxième holocauste mondial. C'est la barbarie hitlérienne et la lutte contre celle-ci qui ont délimité le camp des "bons" et celui des "mauvais". La classe ouvrière, elle, doit se souvenir qu'elle a été utilisée pendant six ans comme chair à canons dans la boucherie la plus sanguinaire de toute l'histoire de l'humanité au service du seul système capitaliste dans son ensemble.

LES RAVAGES DE LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

La première guerre mondiale avait déjà constitué une étape particulièrement significative de la plongée du capitalisme dans la barbarie d'une brutalité sans précédent dans toute l'histoire humaine avec ses 20 millions de morts, ses destructions dans toute une partie de l'Europe. 20 ans plus tard, le déclenchement de la deuxième guerre mondiale est venu confirmer de façon atroce les prévisions des communistes : si le prolétariat ne renverse pas le capitalisme, celui-ci continuera à s'enfoncer dans sa propre décadence "en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale." ("Manifeste de l'Internationale Communiste", mars 1919).

Avec ses 60 millions de morts, dont 20 millions pour l'URSS à elle seule, la deuxième boucherie mondiale a plongé dans l'horreur absolue les populations des pays les plus industrialisés du monde. Dans un pays comme l'Allemagne, là où vit le prolétariat le plus nombreux et le plus concentré d'Europe, ce sont sept millions d'êtres humains qui ont été massacrés (3 fois plus qu'en 1914-18) dont la moitié étaient des civils. Car dans sa barbarie croissante, le capitalisme ne se contente plus de dévorer les prolétaires en uniformes. C'est toute la population ouvrière qui, non seulement a été mobilisée dans l'effort de guerre mais qui a encore payé directement le prix du sang. Et l'Allemagne ne fut pas une exception. Dans certains pays, tel la Pologne par exemple, le nombre de civils massacrés était de très loin supérieur à celui des soldats morts au front.

Plus le capitalisme s'enfonce dans la décadence, plus les guerres prennent des dimensions apocalyptiques. La deuxième guerre mondiale fut une guerre totale où les extermination massives dans les camps de la mort n'ont pas été les seules à être synonyme de la barbarie inqualifiable dans laquelle le capitalisme a plongé l'humanité. Les bombardements systématiques des populations civiles, notamment ceux organisés par les Alliés, où, en quelques minutes ce sont des villes entières qui ont été rasées, nous rappellent, s'il en était besoin, que le prolétariat, dans cette guerre, comme dans toutes les guerres, n'avait aucun camp contre un autre à soutenir . Souvenons-nous des bombes atomiques lancées sur Hiroshima et Nagasaki dont les retombées radioactives tuaient encore 20 ans plus tard, faisant au total plus de 200 000 morts. Souvenons-nous des bombardements des "Alliés" sur les grandes concentrations industrielles d'Allemagne en 1944-45 : Hambourg, Berlin, Cologne, et notamment Dresde où en trois vagues successives, ce sont, essentiellement dans les quartiers ouvriers, 135 000 vies humaines qui ont été fauchées (plus qu'à Hiroshima) pendant les 14 heures que dura le bombardement.

Sans compter les destructions matérielles considérables qui ont nécessité plus de vingt ans de reconstruction : en France, où l'économie est ruinée par le bombardements alliés, la production industrielle a baissé de près de moitié. En Allemagne, c'est toute la vie économique du pays qui s'est trouvée désarticulée à la fin de la guerre, avec comme conséquence une situation de chômage, de misère et de famine comme jamais la population, et notamment la classe ouvrière, n'en a connue. Ainsi, sur 16 millions de logements, près de 2,5 millions sont inhabitables et 4 millions endommagés. Un quart seulement de la ville de Berlin est épargné et Hambourg a subi a elle seule plus de dégâts que toute la Grande-Bretagne. Les matières premières manquent, la Ruhr travaille à 12% de sa capacité productive, le chômage général ne permet pas de trouver de quoi vivre... Après avoir été plongée pendant six ans dans un bain de sang sans commune mesure avec celui de la première guerre mondiale, la classe ouvrière des pays centraux du capitalisme devait subir les terribles souffrances de l'après-guerre : la faim, le froid, la sur-exploitation accrue pour le seul bénéfice d'un système qui, depuis le début du siècle, ne peut offrir à l'humanité que toujours "plus de sang et de larmes".

POURQUOI UNE TELLE BARBARIE FUT-ELLE POSSIBLE ?

Si la bourgeoisie a pu déchaîner une telle boucherie, c'est fondamentalement parce que la seule force capable de s'opposer à la logique meurtrière du capitalisme, le prolétariat mondial, notamment celui des pays d'Europe occidentale, était battue. Déjà, lors de la première guerre mondiale, la classe ouvrière, en affirmant son alternative révolutionnaire (d'abord en Russie, puis en Allemagne), avait montré au monde entier qu'elle seule pouvait mettre fin à la guerre impérialiste. Elle avait ouvertement montré que le véritable antagonisme ne se situait pas sur les champs de batailles, entre les deux camps belligérants, mais entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat. C'est pour cela que la seule force capable de s'opposer à la réponse bourgeoise à la crise du capitalisme, *la guerre mondiale*, ne peut être que la classe ouvrière. C'est pour cela que la bourgeoisie ne peut déclencher la guerre qu'après avoir infligé une défaite cuisante à son ennemi mortel, après l'avoir embrigadé soit par la force, soit par la mystification idéologique. Cette défaite, le prolétariat l'a subie d'abord dans sa chair avec l'écrasement de la première vague révolutionnaire dès le début des années 20 notamment en Allemagne.

Cette défaite s'est accentuée encore tout au long des années 30, en Allemagne et en Russie où l'instauration de la terreur stalinienne et hitlérienne était à la mesure du formidable surgissement révolutionnaire du prolétariat de ces pays à la fin de la première guerre mondiale. C'est le fusil dans le dos que les ouvriers, en Allemagne et en Russie vont être contraints de marcher au pas derrière le drapeau de leurs propres exploiteurs. Dans les autres pays industrialisés (France, Grande-Bretagne, USA...), c'est la mystification anti-fasciste, alimentée notamment par la guerre d'Espagne entre 36 et 39, qui a permis à la bourgeoisie de dévoyer le prolétariat de son propre terrain de classe pour l'amener progressivement, sous la houlette des fronts populaires, à adhérer au massacre pour les seuls intérêts du capitalisme mondial.

En France, cette adhésion du prolétariat a été renforcée encore à travers la "Résistance" où s'est constituée, au cours de la guerre, l'Union Sacrée entre les défenseurs de la "patrie", de la "nation", de la "France éternelle" -les gaullistes- et les défenseurs de la "patrie socialiste" -les staliniens et les trotskystes-. Ce sont ces partis, issus du mouvement ouvriers, qui, en passant avec armes et bagages dans le camp bourgeois (dans les années 30 pour le PC, au cours de la guerre pour les trotskystes) ont été les principaux bourreaux du prolétariat, les principaux fers de lance de son embrigadement dans la boucherie impérialiste, comme ce fut le cas des PS en 1914. Ce sont eux qui, bénéficiant alors de la confiance des ouvriers, les ont précipités par dizaines de millions dans le massacre fratricide. Et ce sont toujours ces mêmes chiens sanglants qui se prétendent aujourd'hui encore les véritables défenseurs des intérêts de la classe ouvrière ! Qu'on se souvienne du chauvinisme crapuleux du PCF à la Libération avec ses mots d'ordre : "Vive la France éternelle", "Plus forts les coups sur le boche chancelant", "A chacun son boche".

IL N'EST PLUS POSSIBLE DE TRANSFORMER LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE CIVILE

Plus le capitalisme s'enfonce dans sa propre décadence, plus les destructions qu'il engendre à l'échelle planétaire posent de façon chaque jour plus aiguë l'alternative : révolution prolétarienne ou barbarie généralisée. C'est cette alternative historique dictée par l'impasse de son système qui a rendu la bourgeoisie plus intelligente, plus machiavélique que par le passé, comme on a pu le voir pendant la deuxième guerre mondiale. En effet, si la classe ouvrière n'a pu y mettre fin comme en 17-18, c'est justement parce que la bourgeoisie mondiale a su tirer toutes les leçons du surgissement de la première vague révolutionnaire. Elle avait pris toutes ses précautions avant et au cours de la guerre elle-même. Ainsi, l'embrigadement idéologique du prolétariat, en laminant systématiquement sa conscience de classe tout au long des années 30 grâce à la mystification anti-fasciste et au mythe de la "patrie socialiste" avait pour but, non seulement de l'amener à l'abattoir mais également de l'empêcher de transformer une nouvelle fois, la guerre impérialiste en guerre civile. Et au cours de la guerre elle-même, la bourgeoisie a pris spin de ne laisser aucune brèche dans son dispositif de contrôle du prolétariat. En particulier, la bourgeoisie des pays vainqueurs n'a pas laissé à celle des pays vaincus le soin de faire la police chez elle comme ce fut le cas en 18 en Allemagne. C'est pour cela que les Alliés ont bombardé les grandes concentrations ouvrières et ont quadrillé, occupé chaque pouce du territoire allemand à la fin de la guerre. Face à ce contrôle, les révoltes ouvrières qui ont surgi en 44 dans plusieurs villes d'Allemagne ne pouvaient que rester des mouvements sans lendemain.

Par ailleurs, la forme-même que prend de plus en plus la guerre dans le capitalisme décadent avec la modernisation croissante des armements a rendu impossible, déjà lors de la seconde guerre mondiale, une situation semblable à celle de 17-18. Alors que la première guerre mondiale, était encore une guerre "classique", une guerre de tranchées qui avait facilité l'extension de la Révolution russe grâce à la fraternisation sur le front entre les ouvriers d'Allemagne et ceux de Russie, une telle fraternisation n'était déjà plus possible en 39-45 du fait de l'utilisation massive des blindés et de l'aviation.

Aujourd'hui, avec la sophistication pharamineuse des armements et notamment celle des armes nucléaires, il est évident qu'une telle question ne se pose même plus : une troisième guerre mondiale ne pourrait que signifier la destruction totale de l'humanité. Il faut être particulièrement inconscient et irresponsable pour imaginer, comme le font certains groupes révolutionnaires (par exemple le BIPR), que le prolétariat pourra une nouvelle fois surgir de la guerre mondiale pour y mettre fin.

(SUITE PAGE 6)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.
- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.
- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.
- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.
- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.
- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.
- Tous les soi-disant partis ouvriers -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes- sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.
- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.
- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.
- Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".
- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.
- L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.